



Le démantèlement des frontières, un aspect critique de l'intégration africaine

Par Jeggan Grey-Johnson

Le Secrétaire général de la Communauté de l'Afrique de l'Est, Nuwe Amaya Mushega, a fait un discours mardi matin, qui restera dans les annales à cause de la simplicité avec laquelle il présentait un certain nombre de questions complexes qui compromettent l'intégration africaine.

Mushega a réduit son argumentaire à la plus simple des analogies – une parabole sur la manière dont le poisson se déplace librement dans l'eau. À l'aide d'une carte du lac Victoria, situé entre trois pays d'Afrique de l'Est, il a déclaré: «Regardez ici: il n'y a pas de frontières, donc les poissons peuvent nager comme bon leur semble. Qu'est-ce qui est plus important, nous ou les poissons?», a-t-il ajouté.

Mushega était l'un des principaux intervenants de la deuxième séance plénière, qui portait sur «Histoire et perspectives d'intégration régionale» du Troisième Forum pour le développement de l'Afrique (FDA III). Cette séance a discuté des efforts d'intégration et d'unification menés par le passé en Afrique, dans le contexte des propositions et débats du jour.

Les autres intervenants étaient le Pr Abdoulaye Bathily, Vice-Président

de l'Assemblée nationale du Sénégal, qui a présidé la séance, et le Pr Adebayo Adedeji, Directeur exécutif du *African Centre for Development and Strategic Studies* (Nigéria).

Les débats de la séance sont revenus sur certaines questions relatives à l'intégration régionale en Afrique, telles que la liberté de circulation et la souveraineté.

Le Professeur Adebayo Adedeji, ancien Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, fait valoir que l'on accorde trop d'importance à l'intégration économique, qui en fait, constitue un obstacle à la réalisation de l'Union politique. «Comment peux-tu faire du commerce avec quelqu'un avec qui tu ne t'entends pas?», a-t-il demandé. «La balkanisation de l'Afrique est une réalité et nous devons y faire face».

Pour certains, si l'on pouvait établir un bilan qui comparerait d'une part, les efforts déployés par les Africains dans le domaine de l'intégration, et d'autre part, les conflits qui minent le continent, l'idée d'intégration serait mort-née. En réalité, la discorde politique sur le continent apparaît dans le fait qu'aujourd'hui, une quinzaine d'États



Pr Adebayo Adedeji, Directeur exécutif du African Centre for Development and Strategic Studies (Nigéria)



Nuwe Amanya Mushega, Secrétaire général de la Communauté de l'Afrique de l'Est

Photos: UNECA/Antonio Fiorente

africains sont impliqués dans des conflits internes et/ou inter-régionaux.

D'autres participants soutenant que le problème de l'intégration devait être examiné sous tous ses aspects, ont conclu qu'en dépit des efforts qu'ils déploient dans le domaine de l'intégration régionale, les États africains doivent démanteler leurs frontières afin de pouvoir soutenir la compétition avec le reste du monde.

«Sans intégration, il y a instabilité, et partant, marginalisation», a dit Mushega.

D'autres participants ont noté que les efforts menés pour réaliser

l'intégration à l'échelle continentale ne sont pas nouveaux. Il y a 40 ans déjà, les membres fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine avaient réfléchi à la question – sans aboutir à une conclusion.

Mais Mushega ne croit pas à la répétition de l'Histoire. «Ce n'est pas vrai», a-t-il déclaré. «On n'a pas tiré les leçons des erreurs commises et on s'en prend à l'Histoire». En réalité, a-t-il ajouté, «mieux vaut faire table rase du passé» vu les efforts que l'on déploie aujourd'hui pour réaffirmer les idéaux du panafricanisme.

Les participants discutent des enjeux de l'intégration des économies africaines

Par Bernard Otabil

Les participants à la troisième séance plénière du Forum pour le développement de l'Afrique (FDA III), séance qui portait sur l'évaluation de l'intégration régionale en Afrique, ont estimé qu'il faudra prendre davantage de mesures concrètes pour que l'intégration devienne réalité.

La séance plénière était présidée par Ahmedou Ould-Abdallah, Secrétaire exécutif de la Coalition mondiale pour l'Afrique. Yusif Suliman, Directeur de la Division de la coopération et de l'intégration régionales (DCIR) de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et Alan Gelb, économiste en chef, Région Afrique, Banque mondiale, sont également intervenus dans les débats.

Ould-Abdallah a exhorté les parties prenantes africaines à s'investir davantage dans la réalisation de l'intégration économique régionale, tout en soulignant que l'obligation de rendre compte de ses actes à l'échelon national et régional pourrait jouer un rôle décisif dans cette entreprise.

Intervenant à son tour, Yousif Suliman a appelé l'attention des participants sur la complexité de l'intégration régionale, avant d'envisager avec beaucoup d'optimisme la réalisation de l'intégration économique, pour autant que l'approche que l'on adopte pour ce faire soit rigoureuse, contraignante et pertinente.

Au cours de la séance, les conclu-

sions du projet de recherche de la Commission économique pour l'Afrique qui a duré deux ans, contenues dans le «premier rapport annuel sur l'intégration régionale en Afrique (ARIA)», ont été examinées. Nombre de participants ont jugé les informations contenues dans le rapport très utiles, d'une part, pour les débats sur le projet d'intégration économique régionale en Afrique, d'autre part, pour l'intelligence des efforts et des progrès en cours dans ce domaine.

«Le problème, c'est qu'évidemment, à l'étape actuelle, il y a de nombreuses initiatives que nous devons coordonner. À mon avis, quelque chose de très important s'est passé aujourd'hui: je veux parler des discussions que nous avons

eues sur l'aperçu du premier rapport annuel sur l'intégration régionale en Afrique» a déclaré Dr Van Langenhove, Directeur des études comparatives sur l'intégration régionale (CRIS) à l'Université des Nations Unies, dans un entretien à l'issue de la séance.

Dans son intervention, Lucy Kwakye de la Fédération africaine des femmes entrepreneurs a fait part des frustrations que subissent parfois les femmes entrepreneurs à des points d'entrée de certains pays africains. À ses yeux, il ne suffit visiblement pas d'avoir un passeport, certains agents des services d'immigration et de douane exigeant «quelque chose de plus» avant

Suite à page 3

INTERVIEW

Entretien avec Christiane Bitougat: «Nous devons réussir l'intégration régionale en Afrique»

Par Marie-Noëlle Guichi

Christiane Bitougat, Présidente de l'Union des syndicats des agents de l'administration publique, parapublique et privée au Gabon

FDA Info: Quel rapport existe-t-il entre les activités de votre syndicat et le thème de ce Troisième Forum pour le développement de l'Afrique (FDA III): «définir les priorités de l'intégration régionale»?

Christiane Bitougat: C'est la première fois que je prends part au Forum pour le développement de l'Afrique. J'ai été invitée en tant que membre de la société civile, laquelle société civile comprend les associations, les ONG (*organisations non gouvernementales, NDLR*), les syndicats, les universitaires et autres. Cela permet de comprendre que les dirigeants africains et autres décideurs ont fini par réaliser que nous avons un important rôle à jouer dans la résolution des problèmes de l'Afrique. Ce genre de forum facilite la rencontre entre les différents acteurs du développement de l'Afrique.

FDA Info: Qu'est-ce que votre syndicat a apporté comme contribution aux débats du FDA III?

Christiane Bitougat: Les préoccupations de l'organisation que je représente ici sont les mêmes que celles des autres organisations de la société civile. Il est question pour nous d'exiger que le rôle de la société civile soit désormais institutionnalisé, afin que nous

cessions de travailler dans l'informel; que les États et les gouvernements cessent de nous considérer comme des ennemis, pour nous reconnaître comme de véritables partenaires au développement de notre continent.

FDA Info: Quel est concrètement le rôle que peut jouer la société civile dans le processus de l'intégration régionale en Afrique?

Christiane Bitougat: La société civile peut beaucoup apporter dans la réalisation de cet idéal que constitue l'union africaine. Les décisions sont prises au niveau des autorités. Quand la société civile se les approprie, elle est capable de mieux apprécier leur utilité pour les populations. Les décisions prises sans concertation avec la société civile ont le plus souvent échoué parce que le peuple ne s'y retrouvait pas. Nous ne sommes plus à l'époque où les autorités décidaient de tout. Les populations peuvent et doivent aussi infléchir les décisions; elles doivent dire ce dont elles ont besoin. C'est une approche indispensable. Nos autorités n'ont pas la science infuse. Il faut un consensus pour parvenir à de meilleurs résultats.

FDA Info: Quelles sont vos attentes pour l'après Forum?

Christiane Bitougat: Je souhaite que, une fois retournés dans leurs pays respectifs, tous ceux qui ont participé à ce Forum se mettent ensemble pour organiser des rencontres nationales périodiques afin d'évaluer le chemin parcouru. Il s'agira pour eux d'apprécier de temps en temps le niveau de mise en application des recommandations qui sortiront de ce Forum, ce qui permettra de lever les obstacles qui pouvaient éventuellement empêcher l'avancement du projet. Par ailleurs, les rencontres régulières entre les pays permettraient à ceux qui sont avancés dans le processus de partager leurs expériences avec les pays qui tardent à décoller. Le problème avec les forums en Afrique, c'est le manque de suivi.

FDA Info: Quel rôle spécifique peut jouer la femme africaine pour l'avènement d'une Afrique unie et solidaire?

Christiane Bitougat: La femme en général, et la femme africaine en particulier, a un important rôle à jouer dans la société. C'est une véritable éducatrice. C'est elle qui tient le ménage. Si elle le fait avec tant de succès, pourquoi ne gèrerait-elle pas bien le pays? Les femmes ont montré qu'elles sont très travailleuses.



Photo: UNECA/Antonio Fiorentino

Christiane Bitougat, Présidente de l'Union des syndicats des agents de l'administration publique, parapublique et privée au Gabon

Malheureusement, on ne les considère pas à la dimension de ce qu'elles produisent. La femme est presque chosifiée, surtout en Afrique. Elle doit faire presque toutes les tâches, mais sans être rémunérée autant que l'homme. Pourtant, si la société lui donne le statut qu'elle mérite, à travers des postes à responsabilités réels, elle est capable de faire des merveilles. Les hommes ont presque échoué dans la gestion des affaires. C'est une boutade. Il est temps aujourd'hui, avec la nouvelle intégration régionale, d'impliquer effectivement les femmes dans la gestion des affaires politiques. Il faut leur faire confiance pour voir

suite à page 3

Les internautes participent aux débats sur FDA III

Par Marie-Noëlle Guichi

La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a lancé depuis le 19 février dernier une discussion en ligne qui permet d'ouvrir la participation au plus grand nombre et de faire entendre des voix qui n'auraient pu autrement s'exprimer.

Cette discussion, qui prendra fin avec la clôture du Troisième Forum pour le développement de l'Afrique (FDA III) s'articule autour des cinq thèmes principaux du Forum: histoire et perspectives de l'intégration régionale; intégration physique par le développement des infrastructures; politiques économiques propres à accélérer l'intégration régionale; mise en place d'une union efficace; architecture de la paix et de la sécurité.

À ce jour, plus de 150 contributions en provenance des quatre coins du monde ont été enregistrées. Pour Essongue Clermont-Ferand, basé en France, «il n'y aura jamais d'Union africaine tant que les pays africains ne sortiront pas de l'ornière dans laquelle ils sont embourbés: guerres intestines, dettes et crise économique, système social inexistant, droits humains

bafoués, corruption... ».

La discussion, organisée conjointement avec AllAfrica.com et Bellanet.org, est la dernière d'une série d'opportunités offertes par la CEA ces quatre dernières années sur l'Internet, pour échanger des idées dans le cadre de forums ou autres grandes instances politiques.

Pour le Secrétaire Exécutif de la CEA, M. K.Y Amoako, l'objectif est de rendre la participation plus large et de fournir un espace de dialogue pour le plus grand nombre possible de partenaires du développement de l'Afrique.

Il promet que les idées exprimées au cours de l'actuel débat en ligne seront prises en compte aussi bien dans les discussions des séances plénières du Forum que dans les programmes de la CEA.

Un participant, Franck Alain, de Londres, pense quant à lui que le succès d'une intégration économique africaine dépendra d'une bonne démocratie des différents États africains. «Le peuple africain ne doit plus tolérer certains présidents

africains comme Eyadema du Togo qui veut actuellement changer la loi pour avoir un troisième mandat, lorsque la loi actuelle précise qu'un président a droit à deux mandats seulement», écrit-il.

Dans le même sens, Esther Greensboro, aux États-Unis, estime que «les chefs d'États africains devraient travailler pour leurs peuples et non pour leurs poches».

Dr Saidi Asenge, président d'une organisation non gouvernementale (ONG) à Kigali (Rwanda) est convaincu qu'on peut parvenir à une Afrique unie et solidaire, à condition d'avoir un plan architectural réaliste. «Nous devons avoir la patience d'un vieil infirmier», lance-t-il avant de suggérer que les dirigeants africains s'attèlent d'abord à rassembler des économies fortes, à tracer les axes lourds pour désenclaver l'Afrique et permettre les échanges économiques, créer un monopole économique par rapport à la mondialisation des marchés, parler d'une seule voix (société civile organisée, secteurs privés, gouvernements) aux grandes

assises, créer une banque centrale avant de mettre sur pied un parlement et un comité exécutif ».

Plus alarmiste, Dramane Doumbia de New York estime qu'en Afrique «nous aimons les grandes idées, mais au moment d'agir, nous devenons les grands enfants de l'occident (...) L'idée d'une Union africaine n'arrange pas l'occident qui fera tout pour faire échouer cette bonne idée», professe-t-il.

Mickiry Mansare depuis Manhattan se montre tout aussi pessimiste en déclarant être «convaincu que l'impérialisme continue à tuer l'embryon dans l'œuf». Il propose alors que les Africains consciencieux prennent des dispositions nécessaires pour donner à l'Afrique sa vraie place.

Ben N'diaye de Bafoussam au Cameroun dénonce l'excès de discours sur la situation de l'Afrique. «Il y a trop de conférences, trop d'initiatives, des plus absurdes aux plus hypocrites. Les problèmes des Africains sont reconnaissables sans discours savants ni conférences coûteuses. Le Mali vient d'organiser avec succès la Coupe des nations; la Libye a réussi à ramener l'eau de la Méditerranée pour irriguer son désert. On n'a pas eu besoin de beaucoup de conférences pour cela», conclut-il.



ÉDITORIAL

Les participants du FDA III s'attellent à la tâche

Les travaux de FDA III ont véritablement commencé.

On peut l'affirmer sans le moindre doute, lorsque dans la journée, on erre dans le Centre de conférences en passant d'une séance à l'autre. Les participants étaient visiblement plongés dans les sujets à l'étude.

C'est également visible en fin de journée, lorsque les participants ayant pratiquement perdu leur vitalité après une journée de discussions, poursuivent les débats et trient toute la documentation disponible.

Au cours des débats, les échanges ont été animés et souvent francs.

Le programme était chargé, et comme toujours dans ce genre de conférence, il était pratiquement impossible d'assister à toutes les sessions auxquelles on aurait voulu prendre part, ce qui était particulièrement frustrant pour plusieurs participants aux séances de groupe de l'après-midi. Ils devaient choisir une seule séance, alors qu'il y en avait plusieurs tout aussi intéressantes et importantes à leurs yeux.

Certains participants ont indiqué qu'ils auraient souhaité voir transformer certaines des séances de groupe en séance plénières, notamment celles ayant trait à divers aspects des activités de la société civile. Une telle approche aurait permis de réunir un public plus large et plus diversifié pour débattre des questions à l'étude.

Cependant, on s'est accordé à reconnaître que le Forum est parti du bon pied et que, bien entendu, beaucoup reste encore à faire.

Suite de la page 1

Les participants discutent

d'autoriser l'entrée dans un pays.

Dans un entretien à l'issue de la séance, Alan Gelb de la Banque mondiale a souligné qu'ARIA venait à point nommé «comme en témoigne le mouvement d'enthousiasme croissant en faveur de l'intégration régionale et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), dont l'intégration et la coopération régionale constituent l'un des volets essentiels».

«Ce genre de rapport sera vraisemblablement utile pour suivre la mise en oeuvre du NEPAD. Je pense que la publication de ce document est une coïncidence heureuse» a-t-il souligné.

«L'intégration est une bonne chose pour l'Afrique. Je pense que c'est une mesure décisive qui permettra de positionner l'Afrique à un niveau important du commerce international et sur la scène économique mondiale. Le problème, c'est qu'aujourd'hui, nous avons trois nouveaux blocs, et dans ce contexte, il y va de l'intérêt bien compris de l'Afrique de réaliser son intégration économique», a conclu Dr Langenhove.

Le secteur privé se mobilise pour améliorer le milieu des affaires

Par Doua Gouly

- Tracasserie policière et douanière sur les routes;
- Coût des facteurs de production très élevé;
- Mauvaise gestion des gouvernements...

La liste des critiques des représentants du secteur privé est longue, et mardi, à la réunion de groupe restreint qui les a réunis sur le thème «quel secteur privé dans une Afrique intégrée?», dans le cadre du FDA III, ils n'y sont pas allés avec le dos de la cuillère pour fustiger les raisons de l'inexistence d'un secteur privé fort en Afrique.

M. Bamaga Toko, Président de la Table Ronde des hommes d'affaires de l'Afrique de l'Est, qui a dirigé cette réunion de groupe, a promis que les résolutions de celles-ci seront versées aux recommandations du FDA III.

Les participants ne se sont pas contentés d'émettre des critiques. Ils ont par la même occasion fait des propositions qui doivent assurer, selon eux,

l'intégration régionale africaine. Mais ils ont estimé que les critiques formulées étaient nécessaires pour permettre à l'Afrique d'atteindre son but d'intégration, de participation et de coopération.

C'est le représentant de l'Union monétaire et économique ouest-africaine (UMEOA) qui a ouvert le bal. Pour lui, le secteur privé a besoin d'un environnement stable du point de vue politique et économique. «Il n'y a pas de secteur privé fort sans États forts», a-t-il dit.

M. Asrat Beguala du réseau des entreprises de l'Afrique de l'Est estime pour sa part que les dirigeants africains doivent songer à faire des études approfondies pour assurer l'avenir du secteur privé. «Les clichés classiques des pays d'Asie cités régulièrement en exemple par nos dirigeants, a-t-il expliqué, ne sont pas adaptés à notre situation. Ils ne peuvent pas transformer nos sociétés».

Le Zimbabwéen Thomas Kamwendo, de la Chambre de commerce et d'industrie, a dénoncé les

difficultés des hommes d'affaires sur la route qui relie son pays à la Zambie. «Ce n'est pas normal que l'on perde jusqu'à quatre jours à la frontière de deux pays, dans une Afrique où l'on parle d'intégration. Les gouvernants doivent faire respecter les résolutions de l'Organisation mondiale du commerce en matière de protection des hommes d'affaires», a-t-il préconisé.

Même réaction avec M. Belkacem Boutayeb du Maghreb Inn Communication Développement du Maroc, pour qui la mondialisation est aux portes de l'Afrique. «Par conséquent, dit-il, nos gouvernements doivent résoudre le plus rapidement possible les problèmes de visas qui sont d'une autre époque». Selon lui, le continent dispose de grandes richesses naturelles, économiques et humaines. Il suffit que les gouvernants s'astreignent à appliquer les différents accords de coopération bilatérale qu'ils ont signés, et dont la mise en oeuvre a été repoussée par leur seul manque de volonté politique.

Le VIH/sida: toujours un défi pour l'Afrique

Par Jamilah Mwanjisi

Malgré un engagement politique croissant pour lutter contre le VIH/sida en Afrique, l'épidémie reste toujours le défi le plus important du continent, et requiert une collaboration plus étroite.

Au cours d'un groupe de discussion thématique sur le VIH/sida, la Directrice associée pour l'Afrique d'ONUSIDA, le Dr. Meskerem Grunitzky-Bekele, a déclaré que le problème est désormais de traduire cet engagement politique en des efforts concrets qui infléchiront la propagation du VIH/sida.

«Nous avons connu de nombreux changements en Afrique au cours des deux dernières années», a déclaré le Dr. Grunitzky-Bekele.

Elle a cité en exemple la Déclaration d'Abuja, qui requiert des gouvernements qu'un minimum de 15% de leurs dépenses annuelles soit consacré à la santé, ainsi que la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies qui a approuvé la Déclaration d'engagement.

La Déclaration d'engagement prévoit notamment, d'ici à 2003, d'assurer l'élaboration et la mise en oeuvre de stratégies nationales multisectorielles pour combattre le VIH/sida. Ces stratégies devraient s'attaquer directement à l'épidémie et affronter les tabous, le silence et le déni de l'existence du VIH/sida.

La présentation du Dr Grunitzky-Bekele était basée sur une évaluation conduite par le Partenariat international contre le sida en Afrique (IPAA), un schéma qui présente une vision commune, partagée par les gouvernements africains, leurs populations, l'ONU et les autres donateurs. Parmi les 46 pays étudiés, 40 ont déjà établi des stratégies et des politiques nationales. Cependant, parmi ceux-ci, seuls

25 ont élaboré des plans d'action.

Le groupe de discussion thématique, regroupant les différentes parties prenantes, avait pour but d'établir des recommandations, afin de faire en sorte que le VIH/sida reste une priorité à l'ordre du jour sur le développement et l'intégration.

Le conseiller ONUSIDA du Nigéria, le Dr B.T. Costantinos, a déclaré que le principal défi était maintenant de pousser l'Union africaine (UA) et les autres organismes régionaux à passer à l'acte.

«Comment pouvons-nous faire en sorte que ces organismes abordent le sida non pas uniquement comme une question de développement, mais également comme un fléau qui décime notre population?», a-t-il demandé.

Le Dr Grace Kaliangogo, une représentante de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), a souligné la nécessité

Suite de la page 2

Christiane Bitougat

ce dont elles sont capables dans ce domaine. Peut-être que ce sont-elles qui parviendront à l'Union africaine que nous cherchons depuis des années. Nous avons l'obligation de réussir pour que les enfants de l'Afrique de demain puissent vivre dans un contexte plus agréable. Ne prenons pas à la légère ce que nous faisons aujourd'hui. Nous devons le faire avec tout le cœur, comme si nous réglions les problèmes de nos ménages, au sein de nos familles.

FDA Info: À votre avis, une Union africaine forte et compétitive dans le contexte actuel est-elle possible?

pour les organisations régionales en Afrique de se soutenir mutuellement dans la lutte contre le VIH/sida. Elle a ajouté que le partage de l'information et des résultats de la recherche est essentiel pour permettre la prévention et le contrôle de la propagation du VIH/sida, ainsi que d'autres maladies infectieuses associées à la pauvreté, comme la tuberculose et la malaria.

«Le sida ignore les frontières, le sexe ou l'âge», a-t-elle dit. «Aucun pays ne peut enrayer le VIH/sida sans le soutien d'autres pays. Tous les efforts doivent être intégrés».

Le Dr. Kaliangogo a déclaré que malgré la mise en garde de l'OUA, sur le lourd tribut que l'Afrique paierait à l'épidémie, les résultats sont bien pires que les prévisions.

C'est pourquoi la Déclaration d'Abuja est importante pour l'Afrique, et l'OUA doit veiller à sa mise en oeuvre.

Christiane Bitougat: Cette Union ne se fera pas aussi vite qu'on le souhaite. Je pense d'ailleurs que nous n'avons pas intérêt à nous précipiter. Nous devons aller étape par étape. La première étape, à mon avis, serait l'information. FDA III nous a permis de découvrir beaucoup de choses que nous ignorions. Les autorités ne transmettent pas toujours ce qu'elles reçoivent dans les multiples conférences auxquelles elles assistent à l'extérieur. L'information continue sur les défis et les enjeux de l'intégration régionale en Afrique permettrait aux populations de s'approprier le projet. Ensuite, il faudra briser les barrières, parce que toutes les solutions existent dans les documents, comme chacun a pu le constater à ce Forum. Il faut seulement les mettre en pratique.

OPINION

Le Forum exhorte les dirigeants à surmonter les obstacles à l'intégration

Par Gumisai Mutume

C'est la quatrième fois au moins que les dirigeants africains élaborent des plans ambitieux d'intégration économique. Ils n'ont guère enregistré de succès à ce jour. Au Troisième Forum pour le développement de l'Afrique (FDA III) qui se tient cette semaine à Addis-Abeba sur le thème «définir les priorités de l'intégration régionale», des appels pressants ont été adressés aux dirigeants africains pour qu'ils recherchent des solutions efficaces aux problèmes épineux qui ont compromis l'intégration ces dernières décennies.

«Nous devons parler franchement des appréhensions que nous avons, mais que nous n'exprimons pas souvent –perte éventuelle de souveraineté, possibilités de développement, dividendes du développement» a déclaré le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), K.Y. Amoako. Les questions posées figurent parmi «les plus complexes que l'on puisse imaginer. Elles exigeront de la part des dirigeants une réflexion approfondie et un courage politique hors du commun».

Les dirigeants africains ont officiellement lancé les initiatives en faveur d'une Afrique unie en 1963 avec la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). En 1980, la vision a été élargie à travers le Plan d'action de Lagos, qui a jeté les bases d'une Communauté économique africaine (CEAF). Le Traité instituant la CEAF a été signé il y a plus d'une décennie.

L'étape la plus récente vers l'intégration devrait aboutir à la création d'une Union africaine vers la fin de l'année en cours, en remplacement de l'OUA.

«Sans doute le processus d'intégration a-t-il souffert de nombreuses lacunes qui expliquent la médiocrité de la performance» souligne Pr Adebayo Adedeji, ancien Secrétaire exécutif de la CEA, qui fut un pionnier des efforts d'intégration africaine. Il a indiqué que la plus grande lacune a peut-être été le manque de volonté politique. Trop souvent, a-t-il poursuivi, on avait privilégié la souveraineté nationale au détriment de la poursuite d'objectifs à long terme d'intégration régionale.

Les gouvernements africains ne voulaient pas non plus imposer de sanctions aux États défaillants, et les institutions intergouvernementales et régionales ont souffert de cette situation. D'après l'OUA, les États membres auraient des arriérés de contributions de 53 millions de dollars.

Selon un rapport récent de la CEA, les gouvernements africains n'auraient pas non plus honoré leurs engagements financiers à l'échelon régional. Au sein du Marché commun d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, le recouvrement des cotisations, qui s'établissait à 100% en 1993, est tombé à environ 50% en 1998.

De plus en plus, on invite les dirigeants africains à rationaliser les communautés économiques régionales (CER) qui existent en nombre pléthorique. On compte actuellement 14 CER sur le continent, dont beaucoup font double emploi et mènent leurs activités sans coordination ni échange d'informations.

Dans une étude récente sur l'intégration régionale, la Banque africaine de

développement note que parce qu'ils sont réticents à renoncer à leur souveraineté nationale, les États ont eu tendance à «créer des institutions intergouvernementales avec toutes sortes de mandats et de protocoles qui font double emploi, et peu de mécanismes chargés de veiller à l'application des textes». La plupart des pays sont membres de deux ou de plusieurs de ces organisations, tandis que sept seulement sont membres d'une seule organisation.

La liste des problèmes auxquels doivent faire face les dirigeants africains sur la voie de l'intégration politique, économique et sociale, est longue. L'un de ces problèmes a trait à la diversification des exportations. Presque tous les pays africains sont tributaires d'un petit nombre de produits de base.

M. Amara Essy, Secrétaire général de l'OUA, affirme qu'un autre problème consiste à faire participer la société civile et le secteur privé. Cette participation, souligne-t-il, «est indispensable pour réaliser l'Union africaine». À ce jour, le processus de mise en place de l'Union africaine a presque exclusivement été l'affaire des gouvernements africains.

Des conflits éclatant souvent, il faudra rechercher de nouveaux mécanismes de prévention des guerres et de maintien de la paix. Pour assurer la médiation et mettre en application des accords de paix, l'Afrique s'est souvent appuyée sur la communauté internationale –soit par accord bilatéral, soit à travers le système des Nations Unies.

Mais l'obstacle le plus redoutable qu'il faudra surmonter est de réunir des pays qui connaissent une pauvreté grandissante, enregistrent de faibles taux de croissance économique et d'épargne intérieure et

Le Forum attend les chefs d'État

Par Norbert N. Ouendji

Le programme du Troisième Forum pour le développement de l'Afrique (FDA III) prévoit jeudi des exposés des chefs d'État. Ils animeront également un «Forum des chefs d'État» vendredi 8 mars, au cours d'une séance plénière présidée par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), M. K.Y. Amoako.

Les chefs d'État ont été conviés par la CEA et l'Organisation de l'unité africaine (OUA), en raison, dit-on, de leur expertise sur les questions liées à l'intégration régionale, thème du FDA III.

On peut néanmoins s'inquiéter quant au succès de ces échanges, où la société civile et toutes les autres couches de la population souhaitent faire entendre leur voix sur la question de l'intégration.

L'absence possible de certains Présidents invités poserait problème. Plusieurs participants ne perdent pas espoir pour autant. Ils attendent avec impatience l'arrivée des leaders concernés à Addis-Abeba, pour manifester, à la suite du Premier Ministre éthiopien Meles Zenawi, leur soutien à la construction de l'Union africaine.

«Je fonde beaucoup d'espoir sur ce Forum. Les chefs d'État doivent saisir cette occasion pour s'engager solennellement à faire aboutir le processus d'intégration

L'union africaine ne pourra pas se réaliser sans la société civile

La participation de la société civile aux activités de la Commission économique pour l'Afrique comme à l'Organisation de l'unité africaine et celles de Union africaine qui lui succèdera sous peu, n'est plus à démontrer. Mais le premier rapport annuel sur l'intégration africaine (ARIA) présenté au cours du Troisième Forum pour le développement de l'Afrique (FDA III) ne montre pas comment cette participation sera institutionnalisée dans les organes de l'Union africaine. Pour les 80 participants à la réunion en groupe restreint sur la société civile, organisée dans le cadre du FDA III, se pose même un problème d'identité.

Des doutes subsistent sur ce qu'il convient de demander aux Ministres des affaires étrangères qui vont discuter des instruments juridiques de la future Union africaine.

La réunion sur le rôle de la société civile vient de conclure difficilement un consensus à présenter au FDA III. Trois défis restent à relever: les relations entre les gouvernements et la société civile, la contribution des organisations de la société civile (OSC) au processus d'intégration régionale, et la mise en réseau des acteurs non gouvernementaux pour assurer le suivi de ce Forum.

Une question d'autocritique a ouvert le débat: en effet, cette réunion en groupe restreint comptait une large majorité d'hommes. Seules 20 femmes y participaient, pour 60 hommes, au moment où la même société civile reproche aux gouvernements de pas respecter l'égalité

entre femmes et hommes. Le Président du groupe a considéré cela comme un bon clin d'œil.

Alors que la société civile est appelée à vulgariser le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et l'Union africaine, les participants ont regretté le déficit d'information qui entoure ces deux initiatives. Pour rendre le débat accessible aux populations, ils ont proposé de regrouper les différents thèmes en deux grands ensembles: l'environnement politique et l'infrastructure institutionnelle de l'Union africaine; les différentes étapes et rythmes de réalisation de l'intégration.

Les participants ont rappelé que la priorité absolue de la société civile est la libre circulation des personnes, même en l'absence d'une infrastructure intégrée pour l'Union africaine. Il faut faire du continent africain un village et non plus 53 États qui s'ignorent.

Plusieurs recommandations ont été formulées à l'issue de la réunion, notamment pour préparer le prochain Sommet des chefs d'État en juillet 2002.

La société civile a été invitée au FDA III et se veut plus pro-active pour influencer les politiques, alors que certains dirigeants résistent encore à l'union. Les jeunes, les femmes, les syndicats, les chercheurs et les commerçants proposent que le maximum de documents soient disponibles sur Internet pour les rendre plus accessibles au public. Cela peut contribuer à améliorer les débats nationaux et la discussion en ligne.

dépendent de l'aide publique au développement, fait observer l'organisation intergouvernementale *InterAfrica Group* (IAG). «Au cours de l'Histoire, il y a eu

quelques expériences réussies de coopération économique entre pays pauvres et économiquement dépendants» note IAG.

FDA Info est produit par une équipe de journalistes africains indépendants, en collaboration avec l'Équipe de communication de la CEA.

Rédactrice en chef: Wilma Jean Emanuel Randle, consultante

Éditrice des textes en français: Bénédicte Walter

Traducteurs: Lorna Davidson, Moussoulimou Karimou, Delphine Lecoutre
Comité éditorial: Aida Opoku-Mensah (CEA), Gumisai Mutume (*Africa Recovery*, New York), Jamilah Mwangisi (*Femina Magazine*, Tanzanie), Lorna Davidson (CEA); Max Jarett (CEA), Mercy Wambui (CEA), Peter DaCosta (CEA).

Équipe de production: Teshome Yohannes (CEA), Yaphet Lijalem (CEA), Seifu Dagnachew (CEA)

Photographe: Antonio Fiorente (consultant)

Stagiaire: Maria Thundu

Journalistes: Adwoa Asiedu (*Ghanaian Times*, Ghana), Marie-Noëlle Guichi (*Le Messenger*, Cameroun), Doua Gouly (*Fraternité Matin*, Côte d'Ivoire), Jeggan Grey-Johnson (*Independent Daily*, Gambie), Olga Manda Mwaba (indépendante, Zambie); Francine Nzibarega (*Studio Ijambo*, Burundi); Bernard Otabil (*West Africa Magazine*, Royaume-Uni); Norbert N. Ouendji (indépendant, Cameroun); Jérémie Sindyayirwayna (*Radio Télévision Nationale du Burundi*); Bongwiwe Zwane (*Swazi Observer*, Swaziland);

Impression: section de la reproduction des documents, CEA.